

Un appel pour une politique de la Jeunesse

(Manifeste d'un débat pour la co-éducation)

lundi 12 novembre 2007

Nous écrivions en 2004 que la mise en place d'un Gouvernement était l'occasion de reposer au niveau qu'il mérite le débat concernant la mise en place d'une réelle politique pour la jeunesse. Chaque génération, en lien aux autres, doit pouvoir prendre une place active dans un processus qui donne la capacité d'inventer son époque.

Le débat sur la sécurité, sur quoi la société française s'est focalisée ensuite, masque le caractère majeur de l'enjeu éducatif. Distraire et punir les jeunes, cela ne donne pas un avenir. Instruire et former dans les limites des systèmes éducatifs, notamment en France, cela ne donne pas toutes les cartes. Les jeunes nous offrent un miroir : notre société s'y reflète frileuse, régressive. Les violences dans les banlieues en 2005 et les répliques récentes et à venir ont marquées tous les esprits responsables, les éducateurs bien sûr mais aussi les élus locaux.

Nous croyons toujours qu'une grande initiative peut changer la donne et invitons tous les acteurs et le Gouvernement en premier lieu à entamer une réflexion avec un esprit d'ouverture.

Des besoins et des lacunes

Quand domine le message de la loi de la jungle des sociétés de consommation et de compétition mondialisées, la seule chasse aux jeunes ne résoudra pas le problème de l'incivilité. Il faut s'attaquer aux causes de l'insécurité. Dans une République dont la devise est « Liberté, Egalité Fraternité », la pauvreté et la précarité restent intolérables, d'autant plus dans un contexte économique florissant. Travail, logement, culture, santé, participation forment à nos yeux les vraies priorités politiques. Les colmatages dans l'urgence et les réparations provisoires ne suffisent pas.

Quelles valeurs notre époque transmet-elle ? Quelle dynamique dans un monde où l'on n'attend de ceux qui sont en situation de se former, rien d'autre que de se conformer. Les jeunes ont et sont des ressources. L'ignorer est une absurdité et finalement une faute contre l'avenir

Expérimenter la vie sociale et la culture du travail, découvrir l'autre, choisir en étant responsable, combien de jeunes ont pu l'apprendre ? Le développement de chacun, physique, culturel, social, ne trouve pas ses fondamentaux. Inégalités majeures, exclusions s'aggravent. Réagir, c'est donc renforcer la prévention générale apportée par l'éducation au sens large, dans la vie quotidienne, locale.

Un capital de solutions et d'expertises

Nous savons que des possibilités existent déjà car nous les pratiquons. La démarche co-éducative apporte une réponse originale par un accompagnement construit sur une réelle démarche éducative et citoyenne d'acteurs locaux (associatifs et des services publics ou privés) .

Initiatives, projets individuels et collectifs, solidarités actives, des **jeunes de tous milieux et de toutes origines** ont su illustrer ces pratiques, avec des réussites parfois brillantes d'insertion et d'intégration dans les domaines économiques, sportifs, solidaires, culturels et interculturels.

En témoignent les projets valorisés par « Fais nous rêver », « Défi Jeunes », les

« Junior Associations », et par les équipements socioculturels associatifs qui, avec l'énergie des habitants engagés et l'appui des pouvoirs publics, travaillent à la restauration des liens sociaux et inter générationnels.

L'Education populaire par ailleurs a été la source avec différents mouvements de modèles pédagogiques actifs, essentiels et alternatifs : pratiques sportives, solidarité dans les quartiers, chantiers de jeunes volontaires, échanges internationaux, formations-actions, développement social et culturel, etc. Certes, nous mesurons nos limites face aux facteurs d'exclusion. Plusieurs moments ont montré la capacité de la jeunesse à devenir acteur conscient : saurons-nous épauler une nouvelle génération politique ?

De ces constats, de ces pratiques attestées, nous concluons donc qu'une politique cohérente manque pour favoriser l'émergence d'un système social ouvert sur l'initiative des acteurs.

Un cadre à développer : une société éducative

Pour donner à chacun des outils lui permettant de former son projet, de donner un sens à la valeur travail, de se situer dans l'agir, d'entreprendre, de cultiver sa vie.

Il faut affirmer ces pratiques co-éducatives

Nous proposons de travailler à une autre voie pour la Jeunesse, à un système éducatif de l'avenir, complété et élargi, partant de la connaissance de terrain et de l'ingénierie sociale, culturelle et éducative acquise. Il faut structurer, aménager l'environnement social pour lui donner cette fonction, sans créer une nouvelle institution centrale.

Ce serait apporter à notre société la deuxième dimension de son système éducatif, distincte de l'instruction, polarisée sur des valeurs ouvertes ; car on ne peut pas tout attendre d'un système de masse : la citoyenneté se pratique dans le réel, la solidarité se produit dans la proximité.

Pour l'éducation, il ne s'agit plus de développer un seul modèle « industriel » ! Améliorer, certes, la qualité des fonctions centrales de l'école [les connaissances, les outils de communication, la capacité d'apprendre et dans la durée] mais ne pas alourdir son cahier des charges ! Les nouveaux modèles d'accès aux connaissances, le développement de la pensée complexe... condition de la validation de la formation et de l'accès à l'emploi, accroissent l'injustice. Tel est bien l'enjeu du second volet éducatif proposé, permettant par les savoir-faire et savoir-être de compenser les handicaps de l'accès aux savoirs, devenus les normes quasi exclusives de la sélection...

Un modèle double

Il faut amorcer cette révolution copernicienne et passer du modèle unique et central au modèle double :

L'Ecole, améliorée et centrée prioritairement sur ses fonctions, appuyée sur une recherche et une capitalisation, gérée autrement pour développer sa qualité

le projet Devenir, ceci concerne un ensemble qui met en interaction :

- une orientation centrée sur le projet accompagnée par une éducation au choix,
- une valorisation des compétences sociales et relationnelles,
- une validation des acquis tout au long de la vie,
- la mise en réseau global des appareils d'insertion sociale et professionnelle (missions locales, 2ème chance, socioculturel, etc.),
- l'imprégnation linguistique et un apprentissage interculturel,
- un développement de la capacité d'entreprendre par l'expérience sociale, l'action solidaire, le volontariat reconnu, le service civil,
- une expérience systématique avant la fin de la scolarité obligatoire, de la situation d'activité (de travail) et de la mobilité,
- un exercice pratique et réel de la responsabilité et de la démocratie, ...

Un projet qui nécessite le développement de recherches appliquées et interdisciplinaires, la formation-action des acteurs, des échanges européens et internationaux.

La proposition n'est pas mince... : elle ouvre le deuxième champ éducatif, nécessaire à l'apprentissage par les jeunes et les adultes d'une vie sociale et professionnelle dont ils seront les acteurs. C'est une ambition historique. à

l'échelle des défis actuels, sous un statut qui n'est ni celui de « l'institution » ni celui du dispositif. **Il s'agit bien d'une possibilité universelle**, qui s'adresse à tous sans exclusion avec une exigence de mixité sociale et culturelle. Cela présage de la fin de l'éducation-insertion palliative et minimale pour les uns, tandis que les autres sont protégés dans les filières nobles.

Un réinvestissement de la vie associative pour l'éducation qui permettrait aux associations et aux acteurs engagés d'entrer dans une nouvelle ère. Le monde associatif, le bénévolat actif, les métiers de l'animation sont fragilisés. Les causes en sont multiples : les modes de financement, des manques d'attrait vocationnel, de parcours professionnels, les filières de formation et de certification, les statuts précaires, la banalisation de l'emploi associatif et des confusions.

Un appel à partager pour passer du modèle d'après guerre à une vision d'avenir

Nous appelons le plus large rassemblement à cosigner ce pari et à exiger cette rénovation politique autour d'un projet **Donner un avenir à la Jeunesse**, sans l'isoler des autres âges.

Lançons par exemple l'expérimentation « d'agences régionales de développement éducatif » sur des sites volontaires, appuyé par un accompagnement inter institutionnel.

Que nul ne renonce à ses convictions, à une approche critique. Il est temps d'abandonner les références restrictives, les conflits d'intérêts et les chapelles trop partielles ; toutes nos compétences et nos énergies sont à fédérer pour ce défi vital.

A partir de forum en régions et d'une convention nationale et européenne, formulons puis réalisons pour notre pays et pour l'Europe :

Les propositions « vers la co-éducation »

Jean-Philippe ACENSI

Gérard SANVICENS

Jean-Philippe ACENSI est Délégué général de « Fais nous Rêver »

Gérard SANVICENS a été Délégué général de la Fédération des Centres Sociaux et Socio-Culturels de France

Nous vous invitons à rejoindre cet appel en le cosignant, en affirmant ainsi votre volonté de contribuer à ce débat pour fonder le projet Devenir, second volet d'un système éducatif tourné vers l'avenir.

Première étape : tenir des Forums en région